

Fonds européens Leader : fiasco français

À peine 3 % des 700 millions d'euros accordés par l'Europe ont été débloqués. Et l'Europe n'est pour rien dans ce retard...

Entretien

Thibaud Guignard, président de Leader France.

En novembre, vous avez été réélu pour trois ans président de Leader France. Le rôle de cet organisme ?

Leader est un programme de développement rural financé par l'Union européenne. Leader France fédère les projets de ce programme au niveau national. Concrètement, l'Europe débloque à des acteurs locaux des enveloppes financières comprises entre 1,5 million et 3 millions d'euros pour financer des projets dans le domaine culturel, les services de proximité, la jeunesse, etc. 28 000 communes sont concernées par cette manne financière qui s'élève à 700 millions d'euros.

Apparemment le versement de ces enveloppes a pris du retard...

Le programme court jusqu'en 2020 et seulement 2,83 % des fonds ont été versés sur l'ensemble du territoire ! Des dossiers déposés en 2015 ne sont toujours pas financés. Les porteurs de projets attendent désespérément cet argent. Certains envisagent d'abandonner les projets. D'autres, qui ont avancé l'argent, se retrouvent en difficulté financière.

La faute à l'Europe, bien sûr ?

Absolument pas... En 2014, l'État a confié la gestion des fonds Leader aux Régions. C'est une bonne chose. Mais la décision a été prise dans un contexte de réorganisation territoriale. L'instruction des dossiers a pris un retard abyssal. Ajoutez un nouvel outil informatique de gestion qui n'est disponible que depuis quelques mois et qui est une vraie usine à gaz...

Donc l'Europe n'y est pour rien ?

Non. Ce sont des tracasseries franco-



Thibaud Guignard, président de Leader France.

| CRÉDIT PHOTO : ARCHIVES THOMAS BRÉGARDIS

françaises. Certains pays ont attribué la totalité de leur enveloppe. La France est avant-dernière en Europe. Pourtant c'est elle qui est à l'origine de la création du programme Leader. À quelques mois des élections européennes, cela risque d'amplifier la défiance envers l'Europe.

Que préconisez-vous ?

Il ne reste plus que deux ans, jusqu'à la fin 2020, sinon la totalité de ces fonds sera perdue. Nous réclamons un plan de sauvetage, une coordination nationale des autorités de gestion et des moyens financiers et humains supplémentaires. Je ne crois pas que le gouvernement ou les Régions aient véritablement pris la mesure du danger... Nous ne sommes pas à l'abri d'un crash généralisé du programme !

Propos recueillis par
Joël BIGORGNE.